

Le Pacte peut-il vraiment réduire les inégalités ?

Le mouvement sociopédagogique « Changement pour l'égalité » est sceptique. Selon ses militants, la réforme de l'enseignement ne pourrait aboutir qu'à certaines conditions

En septembre, le verdict tombera. Le gouvernement de la Communauté française tranchera sur les priorités du Pacte d'excellence, sélectionnées parmi la centaine de mesures qui constitue le document. Les propositions des différents groupes de travail participants - composés d'acteurs scolaires tels les syndicats, les associations de parents, les pouvoirs organisateurs... - deviendront alors des points d'actions, et l'immense chantier se prolongera de plus belle.

Mais le Pacte pourra-t-il aboutir et, plus important, réussir à réformer et améliorer l'enseignement, comme l'entendent ses initiateurs ? Pour le mouvement Changement pour l'égalité (CGé), rien n'est moins sûr. « Pour nous, réussir, c'est améliorer la qualité des apprentissages pour tous les enfants, et donc réduire les inégalités », affirme Fred Maet, secrétaire générale du CGé.

« Passer par la voie pédagogique et politique »

Et réduire les inégalités, c'est bien là le cheval de bataille du CGé. Ce mouvement sociopédagogique d'éducation permanente a été créé par des enseignants militants, mais aussi d'autres acteurs du milieu scolaire, associatif et de la société qui avaient tous en commun la

volonté de contribuer à l'amélioration de l'enseignement en Communauté française, mais aussi à sa démocratisation. Au quotidien, le CGé entend lutter contre « l'école qui produit et reproduit des inégalités, qui transforme ces inégalités sociales en inégalités scolaires », indique la secrétaire générale. Une problématique jugée fondamentale et encore trop peu considérée actuellement.

Alors, quand l'ancienne ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet, a pris ses fonctions et a lancé ce grand chantier

qu'est le Pacte d'excellence, les militants se sont mobilisés. « C'est un processus qui nous a interpellés, explique Fred Maet. Pour changer les réalités, il faut passer par la voie pédagogique, mais aussi politique. »

Par le biais de sa revue TRACeS (le numéro de ce mois de juin), le mouvement revient sur un an de réflexions, discussions et prises de décisions au sein des

groupes de travail, au cœur desquels quelques-uns de ses membres ont pris position. « C'est une sorte de synthèse des clés qui composent le Pacte, à ce stade, détaille la secrétaire générale. Cette synthèse, à travers différents articles, met en lumière les conditions indispensables pour que la réforme soit un succès. »

On l'a dit, pour le CGé, succès et réussite ne seront atteints qu'en réduisant les inégalités. Un dur labeur reste encore à fournir, à trois niveaux différents (lire les encadrés ci-dessous).

D'abord, au niveau politique. Des politiques qui devraient apprendre de leurs erreurs, et prendre le temps d'expliquer clairement à la population le pourquoi et le comment de ces réformes dans l'enseignement. Au niveau sociétal, ensuite. Difficile de faire évoluer les mentalités et de sortir des logiques de sélection, bien ancrées dans notre système scolaire, sans l'aide des politiques, sans débat public ou encore sans l'aide des médias. Enfin, si on ne prend pas le temps de sensibiliser la population et d'entreprendre des réformes de manière progressive - au diable le « faire vite et fort », pour le CGé -, on ne parviendra jamais à améliorer concrètement l'enseignement. Et encore moins sur le long terme.

Préciser les mesures du Pacte (réorganisation du pilotage de l'enseignement, mise en place d'un tronc commun allongé, renforcement des équipes pédagogiques...) et travailler sur les mentalités. Avec cette réforme, la Communauté française parviendra-t-elle enfin à réduire ces inégalités scolaires dont elle seule a le secret ? ■

VALENTINE ANTOINE

ACTION POLITIQUE

« Pourquoi ça rate ? »

Depuis une vingtaine d'années, « nous avons, au pouvoir, des ministres qui ont de bonnes intentions d'améliorer le système scolaire, explique Jacques Cornet, militant pour le CGé. Mais c'est un système qui massacre les enfants de milieux populaires au profit des enfants de milieux favorisés. » La nouvelle réforme aujourd'hui en marche ne pourrait être possible qu'en répondant à une seule question : pourquoi, avant, ça a raté ? Pour Jacques Cornet, c'est clair : d'une part, le politique n'a pas pris le temps de faire comprendre pourquoi il souhaitait opérer des changements (éviter le redoublement, élargir le tronc com-

mun...), ce qui empêche de légitimer ces réformes. D'autre part, trop peu de pouvoir collectif a été laissé aux enseignants, et peu d'outillage sur lequel s'appuyer. Or, le changement ne peut se mener qu'avec des profs soutenus et entendus. Apprendre de ses erreurs, une condition sine qua non à appliquer. Mais c'est sans parler de l'importance d'enfin passer d'une vision managériale (qui renforce le pouvoir des PO, directions...) à une vision systémique de l'enseignement. Pour Pierre Waaub, militant au CGé, « il faut faire en sorte que les profs deviennent, ensemble, des praticiens réflexifs et développent une vision propre de leur métier, grâce à une certaine autonomie et un potentiel d'action ».

V.A.N.

ACTION POPULAIRE

« Changer les mentalités »

L'essentiel, à ce niveau, est d'arriver à changer les représentations, bien ancrées dans notre société. Les mentalités des politiques, des acteurs de l'enseignement, mais aussi de la population. Fred Mawet (CGé) décrit : « *Aujourd'hui, les gens pensent qu'il n'est pas possible que les enfants de milieux défavorisés réussissent au même titre que les enfants de milieux favorisés, sans que cela ne desserve ces derniers.* » Alors on trie, on sélectionne, on oriente. On sépare les « bons élèves » des « plus faibles », on sépare selon l'origine sociale. « *Il faut sortir de la logique scolaire qui trie, sélectionne et ségrègue les élèves, affirme la secrétaire générale. Tant*

qu'on restera dans ce fonctionnement, on ne changera rien à la production des inégalités. » Indépendamment des travaux menés dans le cadre du Pacte, il importe donc d'ouvrir le débat public sur l'école et de décortiquer des questions essentielles : qu'est-ce que l'école peut et veut ? qu'est-ce qui s'y joue ? est-ce qu'on veut faire réussir tous les enfants ? à quelle condition cela pénaliserait les enfants de milieux favorisés ? Des questions peu abordées sur les scènes politique et médiatique, d'après le CGé. Or, « *le fait que l'opinion publique puisse comprendre de quoi retournent ces réformes importantes, les comprendre pour ensuite les accepter, c'est une question capitale* », déclare Fred Mawet.

V.AN.

LE TIMING

« Pourquoi aller vite et fort ? »

Une question à se poser, dit Pierre Waaub : « *Est-ce qu'on va aller vite et fort ou est-ce qu'on va prendre le temps du changement ?* » Une question liée au politique, « *qui veut aller vite et fort pour marquer des points avant la fin de la législature, avec des réformes qui marquent* », décrit le militant. Mais des réformes qui ne sont, pour autant, pas efficaces en tout point. Pour le CGé, pas de surprise. Seul un travail progressif est payant, un travail où l'on prend le temps d'articuler les mesures et d'insister sur le phasage, « *certaines mesures étant des conditions d'existence préalables aux autres* », souligne Pierre Waaub. Ainsi, il ne s'agit pas simplement de dire, en guise

d'exemple, qu'on va mettre en place un tronc commun allongé jusqu'à 16 ans. Il faut, d'une part, prendre le temps d'expliquer pourquoi – pour en convaincre l'opinion publique – et, d'autre part, le projet ne sera possible que si des conditions antérieures sont réunies. Notamment, précise le prof, « *en laissant des marges de manœuvres plus souples aux équipes éducatives pour adapter les dispositifs pédagogiques aux situations réelles des élèves* ». Une question liée aussi aux mentalités de notre société. S'il est urgent de sensibiliser la population et de faire bouger les représentations, il est important de le faire de manière posée et réfléchie, en prenant le temps de décortiquer les projets et leurs objectifs.

V.AN.